



## Recueil de la jurisprudence

**Affaire C-251/12**

**Christian Van Buggenhout  
et  
Ilse Van de Mierop  
contre  
Banque Internationale à Luxembourg SA**

(demande de décision préjudicielle, introduite par le tribunal de commerce de Bruxelles)

«Coopération judiciaire en matière civile — Règlement (CE) n° 1346/2000 — Procédures d'insolvabilité — Article 24, paragraphe 1 — Exécution d'une obligation 'au profit du débiteur soumis à une procédure d'insolvabilité' — Paiement fait à un créancier de ce débiteur»

Sommaire – Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 19 septembre 2013

1. *Coopération judiciaire en matière civile — Procédures d'insolvabilité — Règlement n° 1346/2000 — Exécution d'une obligation au profit du débiteur — Disposition de droit matériel*

(Règlement du Conseil n° 1346/2000, art. 24)

2. *Droit de l'Union européenne — Interprétation — Méthodes — Interprétation littérale, systématique et téléologique*

3. *Coopération judiciaire en matière civile — Procédures d'insolvabilité — Règlement n° 1346/2000 — Exécution d'une obligation au profit du débiteur — Champ d'application — Paiement sur l'ordre d'un débiteur soumis à une procédure d'insolvabilité à un créancier de celui-ci — Exclusion*

(Règlement du Conseil n° 1346/2000, art. 24, § 1)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. point 23)

2. Voir le texte de la décision.

(cf. points 26, 27)

3. L'article 24, paragraphe 1, du règlement n° 1346/2000, relatif aux procédures d'insolvabilité, doit être interprété en ce sens que ne relève pas du champ d'application de cette disposition un paiement fait, sur l'ordre d'un débiteur soumis à une procédure d'insolvabilité, à un créancier de celui-ci.

En effet, les personnes protégées par ladite disposition, sont les débiteurs du débiteur failli qui, soit directement, soit par intermédiation, exécutent de bonne foi une obligation en faveur de ce dernier.

Ainsi, une banque, qui a effectué, sur l'ordre et pour le compte du débiteur failli, un paiement, même si elle a rempli une obligation contractée à l'égard de ce débiteur failli, n'a pas exécuté cette obligation «au profit de» ce dernier au sens de l'article 24 du règlement n° 1346/2000, étant donné que ledit débiteur n'a pas été le bénéficiaire dudit paiement.

(cf. points 31, 32, 38 et disp.)